



L' économie  
décapitée

# Sommaire

Editorial (Ariane HASSID).....	3
Finance Watch, un contre-pouvoir au lobby de la finance (Greg FORD).....	4
Les indicateurs alternatifs au PIB (Isabelle CASSIERS).....	8
LIVRE EXAMEN : La crise une opportunité pour redéfinir la prospérité ? (Sophie LÉONARD).....	12
Redécouvrir les communs (Pablo SERVIGNE).....	15
Le revenu garanti (Yann MOULIER-BOUTANG).....	19
Il y a des limites à la croissance (Jean-Baptiste GODINOT).....	24
Le capitalisme de connivence (Corentin de SALLE).....	29
Actualité de la lutte des classes (Cedric TOLLEY).....	34
INTERVIEW : Walter Ben Michaël : La diversité contre l'égalité (Paola HIDALGO).....	39
INTERVIEW : David Pestieau : Comment osent-ils ? (Cedric TOLLEY).....	41
La vie pleine ou Sumak Kawsay (Paola HIDALGO).....	45
INTERVIEW : Jorge Rivadeneyra : Les révolutions américaines du 21 <sup>e</sup> siècle (Paola HIDALGO).....	49

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Bruxelles Laïque Echos est membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles - A.R.S.C. (<http://www.arsc.be/>)

## Bruxelles Laïque asbl

Avenue de Stalingrad, 18-20 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/289 69 00 • Fax : 02/502 98 73

E-mail : [bruxelles.laique@laicite.be](mailto:bruxelles.laique@laicite.be) • <http://www.bxllaique.be/>



Par Isabelle CASSIERS\*

# Les indicateurs alternatifs au PIB

Depuis des décennies, le PIB (“produit intérieur brut”, somme des valeurs ajoutées) constitue un repère clé pour les décisions de politique économique et sociale et rythme l'évolution de nos sociétés. Pourquoi envisager aujourd'hui de le détrôner ? Quels en sont les enjeux ?

*Professeuse d'économie à l'UCL et Chercheur qualifié du FNRS  
Coordinatrice de l'ouvrage Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube, 2011.  
<http://www.uclouvain.be/279004.html>*



## Une période charnière

La crise économique actuelle et les politiques d'austérité qui l'accompagnent accentuent le malaise qu'une large fraction de la population éprouve à l'égard du modèle de développement dominant. Celui-ci ne peut se passer d'une croissance continue de la production et de la consommation de marchandises nécessaires au maintien de l'emploi et des revenus, au financement des dépenses publiques et à la survie de la sécurité sociale.

Ce modèle, hérité des siècles passés (essor du capitalisme et révolution industrielle) a connu son apothéose durant les trente glorieuses (1944-1974). C'est après la deuxième guerre mondiale que des pactes sociaux ont été scellés pour le partage d'un gâteau économique que chacun s'emploierait à faire croître, qu'une comptabilité nationale a été établie, selon certaines conventions, pour en détailler la valeur monétaire et dont le total est dénommé PIB (produit intérieur brut), qu'il a été confié à l'Etat le rôle d'en piloter l'augmentation continue. Trois décennies d'opulence matérielle partagée ont permis que se répande l'idée selon laquelle la croissance du PIB est une condition nécessaire et quasi suffisante pour que s'améliore le bien-être de tous.

Cependant, les trois décennies suivantes (depuis 1975) ont progressivement révélé les limites d'un tel modèle. Celles-ci sont de trois ordres principaux. Premièrement, la croissance continue de l'activité économique s'est accompagnée d'une dété-

rioration alarmante de l'état de la planète et du climat, d'une menace d'épuisement des ressources non renouvelables, d'une réduction drastique de la biodiversité. Aucun de ces phénomènes n'est pris en compte par la comptabilité nationale qui ne mesure que des flux de revenus et n'a pas été conçue pour évaluer l'état des stocks, qu'ils soient produits ou qu'ils soient naturels. Encourager une croissance des revenus, qui a pour effet d'épuiser les conditions mêmes de son maintien sur le long terme devient très problématique. En deuxième lieu, les fruits de la croissance ne sont plus équitablement partagés. Depuis trente ans, l'augmentation du PIB s'accompagne d'une montée des inégalités. Or la comptabilité nationale n'informe pas (ou très peu) sur la répartition du revenu global parmi les membres de la société. Aujourd'hui, le travailleur du bas de l'échelle, le chômeur et la plupart des citoyens ordinaires ressentent que la répartition équitable du gâteau économique entre tous les membres de la société est pure légende ou réalité révoquée. Enfin, la course au toujours plus a produit des essoufflements et des effets pervers. Stress, burn-out, maladies nerveuses ou cardio-vasculaires semblent autant de symptômes qui questionnent nos modes de vie. La comptabilité nationale mesure la valeur monétaire de biens et services produits, mais ne donne d'information ni sur les conditions dans lesquelles ces biens sont produits, ni sur leur aptitude à augmenter réellement le bien-être de la population. Le mythe selon lequel le PIB est un indicateur de bien-être a vécu.

## Les indicateurs reflètent nos valeurs et orientent nos modes de vie

Si, compte tenu des spécificités de notre époque, le PIB ne convient plus pour évaluer les succès d'une nation ou pour guider ses efforts, à quel autre indicateur se fier ? La première question qui vient à l'esprit est sans doute : pourquoi faut-il absolument tout quantifier ? Ne peut-on gouverner et évaluer sans mesurer ? Le benchmarking, les ranking, la gouvernance par objectifs quantifiés ne sont-ils pas des pratiques qui, précisément, génèrent le mal-être évoqué plus haut ? Il semblerait sage de se donner comme objectif à long terme de sortir notre civilisation de l'obsession de la performance et de la comparaison qui est devenue une de ses caractéristiques. Mais, à court terme, peut-on faire mieux qu'investir la place prise de facto par le chiffre, entrer dans le jeu de la quantification pour le transformer ?

L'idée est la suivante : tant que la statistique la plus connue, la mieux calculée et la plus commentée sera celle de la croissance du PIB, chacun continuera de s'y référer, qu'il soit journaliste, politicien, banquier central ou électeur. Il continuera à affirmer que "*certes la mesure est imparfaite, mais c'est la meilleure dont on dispose*". Dans une société qui a pris l'habitude de s'y référer constamment, on ne pourra démontrer que cet indicateur nous mène à une impasse qu'en lui objectant un autre corpus statistique. La difficulté vient de ce qu'il faudrait mettre au point un indicateur, suffisamment simple pour que les médias s'en emparent,

suffisamment nuancé pour tenir compte des grands défis que le PIB ignore, et suffisamment équilibré pour faire l'objet de nouveaux compromis socio-politiques.

Chercher un "au-delà du PIB" (*Beyond GDP*), c'est bien plus qu'un exercice statistique, c'est remettre en débat nos valeurs et les balises de notre vie en société<sup>1</sup>. Faut-il le remplacer ou le compléter ? Quelles sont les dimensions à prendre en considération – environnement, répartition, satisfaction de vie et bien d'autres encore ? Quel poids accorder à chacune des dimensions ?

### Une multiplicité d'indicateurs en débat

Les acteurs qui portent cette recherche sont très divers. Certains (mouvements sociaux, ONG environnementales, universitaires, Nations-unies) mènent leur réflexion depuis de nombreuses années. D'autres (grandes institutions comme l'OCDE, certains gouvernements...) ont investi la question plus récemment mais ont largement contribué à sa diffusion. Les indicateurs proposés par les uns et les autres reflètent les préoccupations et les valeurs propres de leurs concepteurs.

Les indicateurs en débat sont trop nombreux pour qu'on en dresse ici la liste. Dans ses récentes et excellentes synthèses sur le sujet, l'IWEPS<sup>2</sup> relève vingt-huit indicateurs synthétiques ou composites – c'est-à-dire présentant un chiffre unique – et vingt-trois tableaux de bord ou batteries d'indicateurs – c'est-à-dire ensembles statistiques destinés à compléter, à nuancer ou à remplacer la comptabilité nationale. Nous en épingle-

rons quelques-uns pour illustrer la nature et la complexité des débats en cours.

L'indicateur de développement humain (IDH) fait figure de pionnier par la médiation dont il a joui dès l'origine. Calculé depuis 1990 pour un très grand nombre de pays par le Programme des Nations-unies pour le développement (PNUD), il complète l'indice du PIB par deux autres indices (à pondérations égales) destinés à refléter les capacités d'une population à mener une vie digne : espérance de vie et éducation. Ses mérites sont nombreux. Indicateur *composite* (chiffre unique obtenu en pondérant plusieurs mesures hétérogènes), il offre une vision alternative à celle du PIB pour le classement des pays et l'évaluation de leurs performances. Il s'insère dans une réflexion globale sur les finalités du développement, sa publication étant assortie de commentaires approfondis et d'annexes proposant de nombreuses statistiques complémentaires. Une de ses faiblesses est de ne pas intégrer (dans l'indicateur principal) la dimension environnementale, mais une telle intégration semble bien à l'agenda du PNUD.

C'est à cette dimension que se dédie l'Empreinte écologique (EE), initialement proposée par un universitaire et largement médiatisée par une ONG. Elle évalue la pression de l'activité humaine sur la biosphère et la compare à la biocapacité. Celles-ci sont évaluées au moyen d'une unité de mesure unique, l'hectare global, ce qui permet l'établissement d'un indicateur *synthétique*. A la différence du PIB (qui est aussi un indicateur synthétique), l'unité de mesure est physique et non

monétaire. L'avantage de l'EE est d'offrir une communication simple et percutante sur les limites physiques dans lesquelles l'activité humaine devrait s'inscrire pour éviter d'épuiser la Terre. Apprendre que l'empreinte écologique de l'humanité dépasse aujourd'hui de 50% la biocapacité de la Terre ne peut pas laisser indifférent. L'EE est un indicateur de contrainte ; il ne désigne pas d'objectif. En ce sens, il est un complément (et non un substitut) au PIB ou à l'IDH.

Le même type de démarche, mais selon des options radicalement autres, anime le calcul de l'Épargne nette ajustée (ENA) promue par la Banque mondiale et fréquemment citée dans les milieux économiques dominants. L'idée est que tout pays devrait éviter de puiser dans ses stocks (c'est-à-dire être en situation d'épargne négative), qu'il s'agisse de capital naturel, de capital financier, ou encore de capital humain (formation, éducation). Le principe est ici de partir des données de la comptabilité nationale, de mesurer toutes les formes de capital en termes monétaires, d'additionner ou soustraire les différentes catégories d'épargne (augmentation du capital) ou de désépargne (réduction du capital) pour en faire apparaître le solde. Ces méthodes font l'objet de nombreuses controverses : quel prix (potentiellement infini) attribue-t-on aux ressources en voie de disparition ? Est-il juste de considérer (du fait d'une méthode additive sans seuils critiques) que l'on peut compenser la destruction d'un capital naturel par l'augmentation d'un capital produit par l'homme ? Bien que cet indicateur comporte de solides appuis institutionnels,

son adoption officielle laisserait de nombreux problèmes irrésolus, parce qu'il reste trop flou dans la révélation des contraintes et n'est porteur d'aucune finalité (telle que le développement humain).

S'il s'agit de désigner des finalités, pourquoi ne pas se référer tout simplement aux enquêtes de satisfaction de vie ? Le but de toute activité n'est-il pas, finalement, d'être heureux ? L'indicateur de satisfaction de vie (SV), calculé par l'Eurobaromètre, apporte sans aucun doute des informations très éclairantes. Il n'est pas vain de constater qu'au-delà d'un certain niveau de revenu, la progression de celui-ci n'a plus d'effet sur la satisfaction de vie. Mais les indicateurs subjectifs sont trop difficiles à interpréter pour pouvoir constituer l'unique cible des politiques économiques et sociales. Ils requièrent des variables intermédiaires, des explications de la satisfaction de vie. En outre, ils ne nous dispensent pas de traiter des contraintes : notre génération pourrait être globalement satisfaite de sa vie tout en détruisant la possibilité pour les générations futures de l'être à leur tour.

Les quatre indicateurs que nous venons de commenter (IDH, EE, ENA, SV) partagent la propriété d'offrir une communication très simple, puisqu'ils se synthétisent en un chiffre unique, dont on peut aisément apprécier le progrès ou le recul. Toutefois, cela se fait au prix de pondérations arbitraires (IDH), d'unités de mesure et méthodes d'agrégation contestables (ENA) ou de restrictions à des domaines limités (EE, SV). Les tableaux de bord ou

batteries d'indicateurs prennent une autre option, en renonçant à l'agrégation pour respecter l'hétérogénéité des données appréhendées. Les indicateurs des objectifs du millénaire pour le développement (NU), de portée mondiale, ou les indicateurs de développement durable (DD) établis en Belgique par le Bureau fédéral du Plan en sont de bons exemples. Ils constituent des outils précieux pour l'évaluation et la décision dans des domaines spécifiques. Toutefois, le fait même de leur nombre (88 indicateurs de DD, 18 dans une version simplifiée) rend leur médiatisation très difficile et leur appropriation par le grand public improbable. On saluera néanmoins certaines initiatives, telles celles des Indicateurs 21 au Nord-Pas-de-Calais en France, où l'utilisation de batteries d'indicateurs pour guider les décisions des élus locaux a été précédée de conférences citoyennes révélant les objectifs à promouvoir. C'est une telle démarche qui anime la Région wallonne qui propose depuis peu un site interactif où le citoyen est invité à hiérarchiser *ce qui compte* à ses yeux<sup>3</sup>.

### Comment choisir, qui choisira ?

La complexité du choix n'est pas tant d'ordre statistique que de nature socio-politique, ce qui explique sans doute l'apparente confusion des débats.

S'il est vrai qu'un "au-delà du PIB" incorpore de facto une prise de position sur les finalités de notre vie en société, ou tout au moins sur les balises (écologique et éthique) des activités humaines, la question de la légitimité des décisions relatives à de nouveaux indicateurs doit être

posée. Certes, les questions sont souvent très techniques et requièrent l'intervention d'experts, mais puisqu'elles mettent en jeu l'orientation de notre vie collective, les confier aux statisticiens serait usurper le pouvoir démocratique. Le débat est de nature essentiellement politique et doit être simultanément instruit avec compétence et renvoyé vers le citoyen.

Il importe aussi de reconnaître que les intérêts en jeu sont aussi divers que les acteurs. Remplacer le PIB reviendrait à détrôner la place accordée par notre société à l'esprit de gain et à la valorisation par le marché, et sans doute à contrarier ceux qui en tirent le plus grand profit. On comprend que les résistances soient nombreuses et solides, mais point invincibles.

---

<sup>1</sup>Voir *La richesse autrement*, (Alternatives économiques, Hors série poche n°48, février 2011) et pour approfondir, la thèse doctorale de Géraldine Thiry, *Au-delà du PIB : un tournant historique. Enjeux méthodologiques, théoriques et épistémologiques de la quantification*. (UCL, mai 2012).

<sup>2</sup>IWEPS, *Développement d'indicateurs complémentaires au PIB. Partie 1 : Revue harmonisée d'indicateurs composites/synthétiques* (Working paper n°4, novembre 2011) et *Partie 2 : Revue harmonisée de tableaux de bord et batteries d'indicateurs* (WP n°7, mars 2012). Voir aussi l'ouvrage de référence de Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La découverte, collection Repères, 2005, rééd. 2007.

<sup>3</sup><http://www.indicateurswallonie.be/>